

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

CLERMONT-FERRAND, le 13/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



GALVA METAUX

18 RUE DE CHAMBUSSIERE
ZAC Champ Lamet
63430 PONT DU CHATEAU

Références : 20230111-RAP-63-0047-GALVA-METAUX_RapportInspection
Code AIOT : 0005602987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement GALVA METAUX implanté 18 RUE DE CHAMBUSSIERE ZAC Champ Lamet 63430 PONT DU CHATEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVA METAUX
- 18 RUE DE CHAMBUSSIERE ZAC Champ Lamet 63430 PONT DU CHATEAU
- Code AIOT : 0005602987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVA METAUX est spécialisée dans l'activité de galvanisation.

La galvanisation est un procédé consistant à recouvrir de zinc les pièces métalliques afin de leur assurer une protection contre la corrosion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection précédente ;
- Dossier de réexamen.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1.	/	Lettre de suites	3 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.2.2.	/	Lettre de suites	3 mois
5	Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.4.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.3.2.	/	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.2.2.	/	Sans objet
2	Établissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.5.3.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.2.5.	/	Sans objet
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.5.4	/	Sans objet
11	Réexamen Conclusion MTD	Arrêté Préfectoral du 12/12/2015, article 1.2.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation s'est améliorée, toutefois de nombreux éléments prévus dans le dossier de demande d'autorisation n'ont pas été réalisés, il convient que l'exploitant les mette en place.

Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre à l'inspection copie du dernier rapport de vérification des installations électriques, il doit corriger le plan des réseaux.

Enfin, un dossier de réexamen aux meilleurs techniques disponibles doit être transmis avant le 04/11/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants : Section ZN n°491 (en partie), Section ZN n°399 (en partie)
Constats : La parcelle ZN 491 est partagée entre DECO METAUX et GALVA METAUX. La parcelle ZN 399 a été découpée, GALVA METAUX dispose de la parcelle ZN 506 (508 m²). L'arrêté d'autorisation pourra être modifié en remplaçant la parcelle ZN 399 (en partie) par la parcelle ZN 506.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Établissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Garantie financière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la mise en activité de l'installation dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement - la valeur datée du dernier indice public TP01 base 2010.
Constats : Suite à la précédente inspection, l'exploitant a transmis par courrier du 11/06/2020 un nouveau calcul du montant des garanties financières. L'exploitant a notamment fourni un devis pour l'élimination des bains (30 510 € TTC) et un devis pour la mise en place de 3 piézomètres (3 594 € TTC). En prenant l'indice TP01 base 2010 de février 2020 (disponible en juin 2020) soit 111,7, le montant des garanties financières est de moins de 72 000 €. Ainsi, conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement, le montant étant inférieur à 100 000 €, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas. L'arrêté d'autorisation pourra être modifié pour prendre en compte ces éléments.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Documents tenus à la disposition de l'inspection :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : les plans tenus à jour
Constats : Dans le courrier du 11/06/2020, l'exploitant indique qu'un architecte a pris les mesures sur place et des plans (juste avant le confinement), et que les plans seraient transmis prochainement. Un plan du site a été transmis lors de l'inspection. Toutefois, ce plan daté de novembre 2021 comporte au moins 2 erreurs : la rampe d'accès au site (la position et l'orientation ne correspondent pas à la réalité), et le séparateur d'hydrocarbures (il est représenté sur le plan, mais n'a pas été installé).
Observations : De plus, la rampe d'accès a été élargie. La largeur a été doublée côté rue des Loyes, toutefois, le poteau incendie n°132 se trouve ainsi au milieu de cet accès. Il convient de mener à son terme la procédure de déplacement de ce poteau dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Voir prescription (Article 2.6.1) Le plan des réseaux doit être corrigé pour correspondre aux installations en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : La vanne d'isolement, prévu dans le dossier de demande d'autorisation n'a pas été mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Entretien et conduite des installations de traitement :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que le séparateur d'hydrocarbures, bien que prévu dans le dossier de demande d'autorisation, reprenant une exigence du PLU (un séparateur d'hydrocarbures sera installé en aval de la collecte si la surface imperméabilisée est supérieure à 1000 m ²), n'a pas été mis en place. L'exploitant indique que l'emplacement a été réservé mais que la cuve n'a pas été installée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Rétentions et confinement :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions/Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. ... Les capacités de rétention de plus de 1000 L sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux....</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par un bassin d'un volume minimum de 210 m³.</p>
<p>Constats : Les cuves de traitement sont dans une fosse bétonnée. Le déclencheur d'alarme en point bas, bien que prévu dans le dossier de demande d'autorisation conformément aux exigences de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 (relatif au traitement de surface), n'a pas été mis en place. Une trappe permet de descendre dans la fosse des cuves de traitement, lors de la visite, la fosse a été observé depuis la trappe, toutefois l'exploitant n'a pas souhaité que l'inspecteur accède à la fosse et a indiqué l'absence de déclencheur d'alarme en point bas.</p> <p>Le bassin de confinement de 210 m³, prévu dans le dossier de demande d'autorisation, compte tenu de la surface imperméabilisée du projet de 2 100 m², pour répondre à une exigence du PLU (pour les eaux pluviales, un volume de stockage dimensionné sur la base de 450 m³/ha imperméabilisé, et un débit de rejet limité à 3 litres/seconde par hectare), n'a pas été construit. Compte tenu de la pente du terrain naturel, ce bassin est difficilement réalisable à l'emplacement prévu dans le dossier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Présence de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : Dans le courrier du 11/06/2020, l'exploitant a transmis copie du plan d'évacuation installé dans les bureaux.</p> <p>Un plan d'évacuation est affiché à proximité de l'entrée, dans les bureaux et dans l'atelier.</p> <p>Le rapport de vérification du 14/12/2021 des extincteurs et trappes de désenfumage a été présenté. La date du 14/12/2021 apparaît également sur les extincteurs contrôlés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Le dernier rapport de vérification des installations, n'a pu être présenté lors de la visite. Il est demandé à l'exploitant de transmettre copie de ce rapport à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais pour transmettre les éléments d'appréciation : 1 mois

N° 10 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :... <ul style="list-style-type: none">• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.4.1,• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Les consignes d'urgence sont affichées dans l'atelier, à proximité de l'accès aux bureaux.
Observations : Toutefois, il n'existe pas de consigne pour la mise en œuvre du dispositif d'isolement du réseau de collecte (ce dispositif n'a pas été mis en place), et il n'a pas été observé de consigne sur l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Réexamen Conclusion MTD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2015, article 1.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.
Constats : L'exploitant a été informé que la décision d'exécution (UE) 2022/2110 de la commission du 11/10/2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, dans les industries de transformation des métaux ferreux publiée le 04/11/2022. Ainsi, l'exploitant doit transmettre un dossier de réexamen avant le 4 novembre 2023, et les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) devront être mises en œuvre sur le site avant le 4 novembre 2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet